MEDIAPART

FRANCE — ENQUÊTE

L'étonnante percée d'un ami de Richard Ferrand sur les marchés publics du Finistère

28 NOVEMBRE 2017 | PAR MATHILDE MATHIEU

D'après nos informations, un ami architecte du député et président du groupe LREM a décroché plusieurs marchés publics dans le Finistère au tournant des années 2000, après son entrée au conseil départemental. Dans un cas, l'élu breton était membre de la commission chargée d'évaluer les candidats.

Chez Richard Ferrand, c'est une constante. Ses proches sont sur les bons coups, comme par enchantement. Mediapart a ainsi découvert que Serge Carnus, *« ami de 37 ans »* de l'élu breton, architecte de profession, avait décroché plusieurs marchés publics dans le Finistère au tournant des années 2000, alors que Richard Ferrand venait de s'y faire élire conseiller départemental.

En trois ou quatre ans, l'architecte a notamment remporté un marché relatif à l'aménagement du château de Trévarez (perle touristique locale) et un contrat pour la restauration d'un cloître à Quimperlé, tous deux attribués par le département, en même temps qu'il dessinait une aire de repos sur le « Canal de Nantes à Brest » (pour un syndicat mixte regroupant le département et les communes riveraines). Dans un cas au moins, Richard Ferrand occupait un poste clef.

Nommé ministre de la cohésion des territoires en mai 2017, Richard Ferrand a été exfiltré du gouvernement un mois plus tard pour devenir patron des députés LREM. © Reuters

Si « l'affaire Ferrand » n'avait pas mis en évidence l'amitié entre les deux hommes, personne n'aurait jamais remué ces vieux dossiers. Mais le nom de Serge Carnus est apparu cet été en marge des révélations du *Canard enchaîné* : c'est vers lui, en effet, que la compagne de Richard Ferrand, Sandrine Doucen, s'était tournée en 2011 pour monter sa fameuse SCI (un temps visée par l'enquête préliminaire du parquet de Brest, désormais classée (https://www.mediapart.fr/journal/france/311017/affaire-ferrand-mediapart-devoile-l-enquete-classee)). Puisqu'il fallait deux noms, l'architecte avait bien voulu prendre 1 % des parts *« pour la forme »*, sans toucher ensuite un centime dans l'opération immobilière signée par Sandrine Doucen avec les Mutuelles de Bretagne (alors dirigées par Richard Ferrand lui-même). *« Je suis un ami de 37 ans de Richard,* a simplement déclaré Serge Carnus aux policiers en juin dernier, intrigués. *Nous sommes dans un rapport de confiance. »* Et Sandrine Doucen d'insister : *« Pour Serge (…), ce qui comptait, c'était de me rendre service. »* Entre vieux copains, quoi de plus naturel en effet ?

Sollicité pour échanger sur ses liens avec Richard Ferrand et ses contrats finistériens, Serge Carnus refuse cependant de remonter le temps. *« Vous connaissez le principe des marchés publics ?!*, s'insurge l'architecte. *Il y a des mises en concurrence avec des dossiers à remplir, une commission qui décide… Je vous passe les détails ! Vérifiez auprès du conseil départemental : tout est en bon ordre. »* À ce stade, en tout cas, une batterie de coïncidences interpelle dès qu'on scrute certains dossiers dans le « détail ». Il suffit de rembobiner jusqu'en 1998, année où le Finistère bascule à gauche et où Richard Ferrand fait son entrée au conseil général (ou départemental).

Au château de Trévarez. Propriété du département, cette bâtisse rose, abîmée mais dotée de jardins et d'une collection de rhododendrons exceptionnels, figure au cœur des ambitions culturelles du PS à l'époque, et surtout de sa folie des grandeurs. Dès 1999, un projet d'aménagement XXL est lancé (restauration, scénographie

multimédia, etc.), chiffré à 4 millions d'euros sur quatre ans, ainsi qu'une procédure de mise en concurrence pour désigner une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de premières études (scénographes, architectes, etc.), centrées sur « le végétal ». Montant du marché : environ 500 000 euros. Le projet se réduira comme peau de chagrin au fil des ans et des difficultés financières, mais à l'époque, huit équipes pluridisciplinaires bataillent pour en être.

Le château de Trévarez © DR

Spécialiste de la conservation des monuments anciens, fondateur d'un cabinet dans l'Oise en 1995, Serge Carnus se retrouve dans l'équipe victorieuse, pilotée par un paysagiste reconnu. S'il assure alors occuper *« des bureaux »* à Brest, son « book » affiche quatre réalisations antérieures à l'an 2000 en dehors des Hauts-de-France et de la région parisienne, et aucune dans le Finistère. Sa part, à lui seul, doit en tout cas avoisiner les 100 000 euros.

D'après nos informations, cette attribution est le résultat d'une procédure de mise en concurrence dite *« négociée »*, c'est-à-dire simplifiée, autorisée par le code des marchés publics pour la *« réutilisation ou la réhabilitation d'ouvrages existants »*. En l'occurrence, le conseil général a suivi l'*« avis »* d'une commission *ad hoc* composée notamment d'élus. Parmi ses membres : Richard Ferrand lui-même. Si la décision semble prise à l'unanimité, deux questions demeurent : Richard Ferrand était-il en mesure de fournir des informations privilégiées à Serge Carnus ? De peser sur la décision ? Sollicité par Mediapart, l'actuel patron des députés LREM n'a pas répondu à nos questions.

À l'époque, en tout cas, il occupe un poste clef : celui de président du « comité d'animation de Trévarez », l'association qui gère le domaine pour le compte du département. C'est d'ailleurs au château que Sandrine

Doucen, sa compagne, décroche un « emploi-jeune » en janvier 2000, à 25 ans, juste avant son recrutement aux Mutuelles de Bretagne. C'est également au château que sa première épouse, une artiste locale, expose ses travaux.

En fait, dès qu'il s'agit de Trévarez, l'homme est omniprésent, et en première ligne. Quelques jours après l'attribution du marché en octobre 1999, c'est Richard Ferrand qui représente les élus du Finistère au premier *« comité de pilotage »*, Richard Ferrand qui explique *« les attentes »* du conseil général à l'équipe victorieuse (devant son ami Carnus), Richard Ferrand que les gagnants *« remercient »* pour sa *« confiance »*. Un mois plus tard, c'est encore lui qui écrit à un partenaire du département pour le sermonner : *« Je n'entends pas engager le conseil général du Finistère et le devenir du domaine de Trévarez sans garantie contractuelle… »*

Très vite, cependant, le projet baptisé « Rêver la vie de château » se complique. Le principal paysagiste se retire et le conseil général doit résilier son marché de maîtrise d'œuvre, puis relancer une procédure d'attribution (toujours *« négociée »*). Prenant cette fois-ci la tête d'une équipe, Serge Carnus efface dix concurrents et remporte le morceau au début de l'année 2002 – sans qu'on ne trouve plus trace d'un rôle direct de Richard Ferrand.

Les choses vont ensuite de mal en pis. Contraint au réalisme financier, le département ratiboise ses ambitions en matière de travaux et trois membres du groupement de Serge Carnus voient leur contrat résilié en 2006, tandis que celui de l'architecte et de son dernier co-contractant fait l'objet de divers avenants, pour s'arrêter, semble-t-il, autour de 200 000 euros. À l'arrivée, combien Serge Carnus a-t-il vraiment touché ? Difficile à dire. En tout cas, le département aura tellement reculé à la fin des années 2000 que les visiteurs auront du mal, malgré les fonds publics déjà engagés, à déceler les changements à Trévarez.

Une église à Quimperlé. Un second marché de maîtrise d'œuvre aurait été attribué en 2000 à Serge Carnus par le conseil départemental, cette fois pour la restauration du cloître de l'église Sainte-Croix à Quimperlé, d'après des délibérations consultées par Mediapart. Montant initial à partager avec son partenaire : 47 000 euros hors taxe, possiblement réévalué de 10 000 euros en 2003. Comment la sélection s'est-elle opérée ? L'affaire est-elle allée jusqu'au bout ? Pour l'instant, Mediapart n'a pu consulter l'ensemble des documents administratifs correspondants.

Le manoir de Squividan. À ce stade, nous n'avons retrouvé aucune décision publique relative à ce chantier, mais Serge Carnus mentionne lui-même, parmi les références de son cabinet, un *« relevé diagnostic du bâti existant »* sur le manoir de Squividan, à Clohars-Fouesnant, propriété du conseil départemental du Finistère. Toujours en 2000. Questionné, l'architecte ne nous a pas répondu non plus sur ce point.

Le « canal de Nantes à Brest ». Cette fois, la procédure d'attribution semble assez limpide, et surtout express. À la veille de l'an 2000, le syndicat assurant l'entretien du canal (Smatah (http://www.smatah.fr/)), un établissement public regroupant le Finistère et des petites communes riveraines, financé par le département essentiellement, se lance à la recherche d'un architecte pour dessiner une aire de repos à Port-de-Carhaix, au bord de l'eau. En deçà d'un certain montant, la loi autorise une consultation et une mise en concurrence limitées. Surtout, le premier expert retenu (avec l'aide de la direction de l'équipement de la préfecture) vient de se désister.

LIRE AUSSI

- Affaire Ferrand: Mediapart dévoile l'enquête classée (https://www.mediapart.fr/journal/france/311017/affaire-ferrand-mediapart-devoile-l-enquete-classee)
  PAR MATHILDE MATHIEU (https://www.mediapart.fr/biographie/mathilde-mathieu)
- Avec son affaire classée sans suite, Richard Ferrand s'en sort bien (https://www.mediapart.fr/journal/france/131017/avec-son-affaire-classee-sans-suite-richard-ferrand-s-en-sort-bien)
  PAR MICHEL DELÉAN (https://www.mediapart.fr/biographie/michel-delean) ET ELLEN SALVI (https://www.mediapart.fr/biographie/ellen-salvi)
- L'autre bonne affaire immobilière de Richard Ferrand (https://www.mediapart.fr/journal/france/130617/l-autre-bonne-affaire-immobilier

e-de-richard-ferrand)

PAR MATHILDE MATHIEU (https://www.mediapart.fr/biographie/mathilde-mathieu)

- Croquis. Comment sortir Ferrand sans discréditer Macron? (https://www.mediapart.fr/journal/france/310517/croquis-comment-sortir-ferrand-sans-discrediter-macron)

  PAR HUBERT HUERTAS (https://www.mediapart.fr/biographie/hubert-huertas)

Le Smatah donne alors *« mandat à son président »*, un élu du département, *« pour prendre les dispositions nécessaires afin de trouver un nouvel architecte »*. Richard Ferrand ? Pas tout à fait. Élu de Carhaix, déjà membre du syndicat, il n'en prendra la tête qu'en 2004. Mais c'est lui qui pourrait bien avoir amené la solution : en 2000, Serge Carnus fournit un dessin au Smatah pour sa nouvelle aire de repos, chiffrant sa prestation à plusieurs milliers d'euros. Trop ambitieux pour les moyens ultra limités du syndicat, son croquis passera finalement à la trappe et le Smatah remplacera le bâtiment en dur imaginé par l'architecte par de simples toilettes sèches. Serge Carnus pourrait même n'avoir jamais été payé. Mais ce n'est pas faute d'avoir été introduit sur place.

À la lecture de son « book », l'architecte ne semble plus avoir décroché de marchés publics dans le Finistère après le milieu des années 2000. L'amitié, elle, ne s'est jamais démentie. En 2011, lorsqu'il s'est agi de baptiser la SCI de Sandrine Doucen, le nom de SACA s'est imposé tout naturellement. Comme Sandrine et Carnus.

MOTS-CLÉS

FINISTÈRE ▪ MARCHÉS PUBLICS ▪ RICHARD FERRAND

Cette enquête s'appuie notamment sur le droit d'accès aux documents administratifs, garanti à tout citoyen par une loi de 1978 (http://www.cada.fr/). Richard Ferrand n'a pas répondu à nos sollicitations. Contacté le 17 novembre par téléphone, Serge Carnus a raccroché après une dizaine de minutes, sans répondre dans le détail à nos questions. Le conseil départemental du Finistère n'a pas souhaité non plus faire de commentaires.